

DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez :

Vu la délibération du 22 mai 2014 reçue en Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le 28 mai 2014 par laquelle le Conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

Vu l'arrêté du Président en date du 24 avril 2014 portant délégation d'une partie de ses attributions,

Vu le Code des marchés publics et en particulier ses articles 26 et 28,

Considérant la mise en concurrence organisée suivant avis de marché adressé le 26 novembre 2014 sur le profil acheteur <u>www.eadministration64.fr</u>, pour la procédure adaptée : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création par la communauté de communes de Lacq-Orthez d'une zone d'activités sur la commune d'Os-Marsillon,

Considérant les offres enregistrées et les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement particulier de la consultation,

Considérant le rapport d'analyse des offres établi le 17 décembre 2014

DECIDE

Article 1: Le marché ordinaire à prix forfaitaire relatif à la Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création par la communauté de communes de Lacq-Orthez d'une zone d'activités sur la commune d'Os-Marsillon est attribué à la société d'équipement des pays de l'adour "SEPA" (64000 Pau) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de 32 650 € HT (tranche ferme) et 11 100 € HT (tranche conditionnelle)

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait à Mourenx, le 17 décembre 2014

Le Président, Par délégation, Le vice-président,

COMMUNE



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 18/12/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/12/2014